



Invesco Funds

Invesco Euro Corporate Bond Fund

1^{er} mars 2010

Prospectus Simplifié

Le présent Prospectus simplifié contient des informations importantes concernant le Compartiment Invesco Euro Corporate Bond Fund (le « Compartiment »), compartiment de Invesco Funds (la « SICAV »), société anonyme à durée d'exercice illimitée ayant le statut de société d'investissement à capital variable et constituée le 31 juillet 1990 sous la forme d'une SICAV à compartiments multiples en vertu de la section 1 de la loi du Luxembourg du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif, telle qu'amendée. Les autres compartiments de la SICAV sont présentés en détail dans le Prospectus consolidé de la SICAV actuellement applicable, incluant les Annexes A, B et C (le « Prospectus consolidé »).

Il est conseillé aux investisseurs potentiels de consulter le Prospectus consolidé avant toute décision d'investissement. Les droits et les obligations de l'investisseur, ainsi que ses liens juridiques avec le Compartiment sont décrits dans le Prospectus consolidé. Les termes et les expressions définis dans le Prospectus consolidé ont la même signification dans le présent Prospectus simplifié, sauf mention contraire. Le Prospectus consolidé et les rapports périodiques peuvent être obtenus gratuitement auprès du siège de la SICAV, du Distributeur mondial et de tous les distributeurs.

La devise de référence du Compartiment est l'euro.

Objectif de gestion et politique d'investissement

Les investissements du Compartiment visent, à moyen ou long terme, à dégager un rendement global compétitif de ses placements en euro, tout en assurant une relative sécurité du capital par rapport à des actions.

Le Compartiment investira au moins les deux tiers du total de ses actifs (hors actifs liquides auxiliaires) en titres d'emprunt ou instruments libellés en euro et émis par des sociétés.

Le Compartiment investira principalement en obligations à taux fixe ou révisable de la catégorie investissement (notées Baa ou plus par Moody's) ainsi qu'en d'autres titres d'emprunt qui, de l'avis du Conseiller en placement, présentent une qualité de crédit comparable et qui sont émis par des sociétés de n'importe quelle partie du monde ou encore émis ou garantis par un État, un organisme public, un organisme public supranational ou international quelconque de n'importe quelle région du monde.

Le Compartiment peut investir en valeurs n'appartenant pas à la catégorie investissement qui ne représenteront généralement pas plus de 30 % de ses actifs nets. Jusqu'à un tiers du total des actifs du Compartiment (hors actifs liquides auxiliaires) peut être investi dans des titres d'emprunt non libellés en euro ou dans des titres d'emprunt émis par des emprunteurs publics internationaux. Les instruments non libellés en euro sont censés être couverts en euro à la discrétion du Conseiller en placement.

Les valeurs à revenu fixe comprennent tout ou partie des types suivants de valeurs mobilières :

- obligations et autres émissions obligataires, effets et bons du Trésor émis par des États, des collectivités locales et des organismes publics.
- obligations, effets et autres émissions obligataires de sociétés, garantis ou non (y compris des titres convertibles ou échangeables en actions).
- titres émis par des organismes publics internationaux, comme la Banque européenne d'investissement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou tout autre organisme analogue présentant, de l'avis du Conseiller en placement, une réputation équivalente.
- certificats de dépôts, billets de trésorerie et acceptations bancaires.

Des instruments dérivés et contrats à terme relatifs à des titres d'emprunt pourront être utilisés à des fins de gestion efficiente du portefeuille. L'objectif des instruments dérivés ou contrats à terme de toute nature utilisés pour ces motifs n'est pas de modifier sensiblement le profil de risque du Compartiment, mais leur utilisation consiste plutôt à aider le Conseiller en placement à atteindre les objectifs d'investissement du Compartiment, en :

- réduisant les risques et/ou
- réduisant les coûts et/ou
- générant des revenus ou du capital supplémentaires pour le Compartiment moyennant des coûts et des risques d'un niveau acceptable.

Le Compartiment peut, en tant que de besoin, vendre des contrats à terme sur taux d'intérêt afin de réduire sa participation aux marchés obligataires ou de produire des gains pour le Compartiment dans un contexte de baisse des marchés obligataires.

Le Compartiment peut aussi conclure des contrats d'échange sur défaut de crédit (aussi bien en tant qu'acheteur que vendeur d'une protection).

Le Compartiment peut investir jusqu'à 30 % de ses actifs nets sous forme d'actifs liquides.

Restrictions relatives aux placements

La restriction (VI) (b) énoncée sous la rubrique « (B) Restrictions relatives aux instruments financiers dérivés » du Prospectus doit être comprise comme permettant la vente de contrats à terme de taux d'intérêt en vue de réduire la participation du Compartiment aux marchés obligataires ou de produire des gains pour le Compartiment dans un contexte de baisse des marchés obligataires.

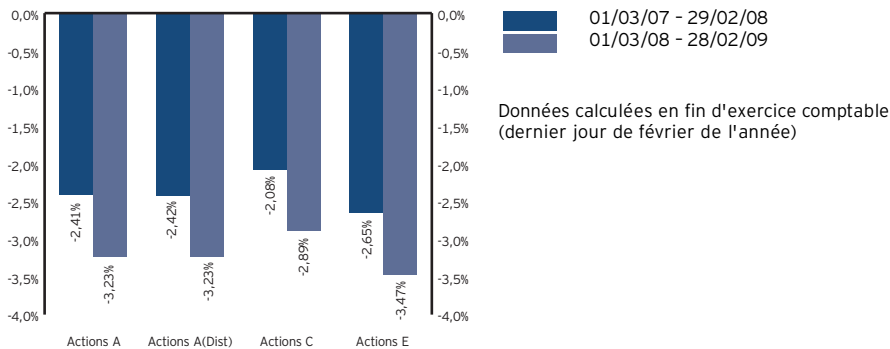
Profil de risque

La valeur des investissements et des revenus correspondants peut fluctuer à la baisse comme à la hausse (notamment en fonction des fluctuations de change dans le cas d'investissements impliquant des devises) et les investisseurs sont susceptibles de ne pas récupérer l'intégralité du capital investi.

Les performances du Compartiment peuvent subir les répercussions négatives des variations de la valeur relative de chaque devise mondiale ou d'un renforcement de l'euro face à d'autres devises. Le Compartiment investit principalement dans des obligations à taux fixe, lesquelles sont généralement considérées comme des investissements comportant moins de risques que les actions. La solvabilité des organisations dans lesquelles le Compartiment investit ne saurait être garantie et les performances du Compartiment peuvent être affectées par toute difficulté éventuelle. Le portefeuille du Compartiment comporte dans une large proportion des obligations à rendement élevé, ce qui implique plus de risques pour le capital et le revenu des investisseurs que dans le cas d'un compartiment investissant dans des obligations d'État et des émissions de qualité (investment-grade). Le revenu dégagé de l'investissement peut varier en raison de dispositifs fiscaux divergents et de fluctuations des conditions de marché.

Une description plus complète des facteurs de risque, y compris des risques associés aux investissements dans des instruments dérivés, est présentée dans la section « Avertissements sur les risques » du Prospectus consolidé.

Performances



Remarque

Les performances passées ne présagent pas des résultats futurs.

Source : Morningstar, cours moyen, non imposable au 28 février 2009 dans la devise du Compartiment.

Les performances du Compartiment font référence aux Actions des catégories A, A (Dist), C et E.

Profil de l'investisseur type

Ce Compartiment est destiné aux investisseurs cherchant à dégager une plus-value sur une période de 5 à 10 ans et prêts à accepter certains risques, ainsi qu'une volatilité au minimum modérée de la valeur de leurs investissements.

Politique de dividende

Actions de distribution (Actions A (Dist) uniquement)

Les Administrateurs ont l'intention de distribuer l'intégralité des revenus dégagés attribuables aux Actions de distribution du Compartiment et de conserver un compte de régularisation concernant ces Actions afin d'éviter toute dilution du revenu distribuable.

Les détenteurs d'Actions de distribution se verront verser des dividendes une fois par mois. Les dividendes seront versés les derniers Jours ouvrés de chaque mois. Le règlement s'effectue dans un délai de 21 jours à compter de la date de distribution. Sauf choix contraire des investisseurs dans les juridictions en offrant la possibilité, toutes les distributions seront dédiées à l'achat de nouvelles Actions de distribution de catégorie A.

Actions de capitalisation (Actions de catégorie A, C et E)

Les détenteurs d'Actions de capitalisation ne percevront aucun dividende. Le revenu dégagé sera directement réinjecté pour accroître la valeur des Actions de capitalisation.

Commissions et frais

Frais de négociation à charge des Actionnaires

Les frais initiaux pour les Actions A et C (en % de la valeur liquidative des Actions à acquérir) ne dépasseront pas 5,25 %.

Les frais initiaux pour les Actions E (en % de la valeur liquidative des Actions à acquérir) ne dépasseront pas 3,0928 %.

Des frais d'arbitrage d'un maximum de 1 % peuvent s'appliquer sur les conversions dans un autre compartiment de la SICAV.

Aucune commission de rachat n'est due sur les Actions A, C ou E.

Frais d'exploitation annuels du Compartiment

Frais de gestion :	Catégorie d'Actions	A : 1,00 %	A (Dist) : 1,00 %	C : 0,65 %	E : 1,25 %
Commissions de dépositaire* :	Catégorie d'Actions	A : 0,0075 %	A (Dist) : 0,0075 %	C : 0,0075 %	E : 0,0075 %
Frais de garde et de services*** :	Catégorie d'Actions	A : 0,001 % - 0,45 %	A (Dist) : 0,001 % - 0,45 %	C : 0,001 % - 0,45 %	E : 0,001 % - 0,45 %
Commissions aux intermédiaires* :	Catégorie d'Actions	A : 0,27 %	A (Dist) : 0,27 %	C : 0,20 %	E : 0,27 %
(y compris les frais d'administration centrale)					
Ratio total des frais (TER)** :	Catégorie d'Actions	A : 1,54 %	A (Dist) : 1,54 %	C : 1,19 %	E : 1,80 %
(Le TER est le rapport du montant brut des dépenses du Compartiment sur sa valeur liquidative moyenne (hors coûts de transaction).)					
Taux de rotation du portefeuille** :	46,07				
(Rotation = [(Total1 - Total2)/M]* 100 où Total1 : est égal au total des opérations sur titres au cours de la période concernée et exprimé sous la forme X + Y (X représentant les titres achetés et Y les titres vendus). et où Total2 : est égal au total des opérations sur les Actions du Compartiment au cours de la période et exprimé sous la forme S + T (S représentant les Actions souscrites du Compartiment et T représentant les rachats d'Actions du Compartiment). M = moyenne mensuelle des actifs du Compartiment).					
* (Maximum) ** (01/03/08 - 28/02/09) *** Le taux des frais prélevés par le Dépositaire variera selon le pays dans lequel les actifs du Compartiment sont détenus.					

La Société de gestion, le Dépositaire et leurs délégués sont habilités à récupérer sur les actifs du Compartiment les débours raisonnables engagés dans l'exercice de leurs fonctions pour le compte du Compartiment.

Fiscalité

Sous réserve des dispositions du Prospectus consolidé dans la section intitulée « Fiscalité au Luxembourg », la SICAV n'est pas assujettie à l'impôt sur les revenus au Luxembourg. La SICAV est cependant tenue de verser au Luxembourg un impôt au taux de 0,05 % par an sur ses actifs, sauf en ce qui concerne les Compartiments monétaires et les Actions de catégorie « I », pour lesquels le taux d'imposition est de 0,01 % par an, cet impôt pouvant être versé trimestriellement sur la base de la valeur liquidative des Compartiments à la fin du trimestre correspondant. Aucun droit de timbre ou autre taxe ne doit être versé au Luxembourg lors de l'émission des Actions de la SICAV en dehors d'un impôt forfaitaire de 1 239,47 euros qui a été réglé à titre libératoire au moment de l'immatriculation. Aucun impôt luxembourgeois sur les plus-values ne doit être versé au titre de la réalisation de gains en capital sur les actifs de la SICAV. Les revenus encaissés par la SICAV grâce à ses placements peuvent être soumis à des prélèvements à la source à des taux variables. Ces prélèvements ne sont habituellement pas remboursables.



Le Conseil de l'Union Européenne a adopté le 3 juin 2003 la Directive 2003/48/CE sur l'imposition des revenus d'épargne sous forme de paiements d'intérêts (la « Directive épargne de l'UE »). La Directive épargne de l'UE a été mise en œuvre au Luxembourg par promulgation d'une loi en date du 21 juin 2005 (la « Loi relative à la Directive épargne de l'UE sur les revenus d'épargne de l'Union européenne »). En vertu de cette loi, les dividendes sur et/ou le produit du rachat d'Actions du Compartiment payés à des investisseurs individuels peuvent faire l'objet d'un impôt prélevé à la source ou donner lieu à l'échange d'informations avec les autorités fiscales. L'application de cette loi à un cas donné et les implications qui en découlent dépendent de bon nombre de facteurs, tels que la catégorie d'actifs du Compartiment visée, la localisation du Guichet payeur et la résidence fiscale des Actionnaires concernés. Cependant, une description plus détaillée sur les implications de la Directive épargne de l'UE et la Loi luxembourgeoise en la matière est contenue dans le Prospectus consolidé. Les investisseurs sont invités à consulter leur conseiller financier ou fiscal en la matière.

Des informations plus détaillées sur les impôts applicables à certains Actionnaires sont fournies dans le Prospectus consolidé.

Publication des valeurs liquidatives

Les valeurs liquidatives sont actualisées quotidiennement et disponibles au siège social de la SICAV, auprès de l'Agent administratif et sur le site Internet d'Invesco (www.invesco.com). Les Actionnaires de Hong Kong consulteront le site Internet www.invesco.com.hk.

En fonction de la réglementation locale, les valeurs liquidatives seront également publiées dans les quotidiens dont la liste figure à l'Annexe A du Prospectus consolidé.

Achat, vente et échange d'Actions

Jours ouvrés et Point de valorisation :

Chaque jour ouvré au Luxembourg (tel que défini dans le Prospectus consolidé) est un jour de négociation. L'Heure limite de négociation et le Point de valorisation sont fixés à 10h00 (heure irlandaise) chaque Jour ouvré. Pour les ordres passés auprès du Distributeur secondaire et Représentant à Hong Kong, l'Heure limite de négociation est fixée à 17h00 (heure de Hong Kong).

Si elles sont acceptées, les demandes de souscription reçues avant l'Heure limite de négociation seront traitées en fonction de la valeur liquidative de l'Action de la catégorie en question calculée sur la base du prochain Point de valorisation. Les demandes de souscription reçues après l'Heure limite de négociation seront traitées en fonction du Point de valorisation suivant.

Négociations :

Les demandes de souscription, de rachat et de conversion doivent être effectuées conformément aux instructions stipulées dans le Prospectus consolidé ou par télécopie, par téléphone ou par courrier, auprès du Distributeur mondial à Dublin, du Distributeur secondaire à Hong Kong ou directement auprès de la SICAV au Luxembourg, tous les Jours ouvrés. Les opérations par téléphone ne sont actuellement pas possibles par l'intermédiaire du Distributeur secondaire et Représentant à Hong Kong. Le règlement des souscriptions doit se faire par remise de fonds libres reçus par la SICAV/le Distributeur mondial le quatrième jour ouvré suivant la date d'acceptation de la demande de souscription. Aucune somme en espèce ne doit être versée à un intermédiaire à Hong Kong qui ne soit pas un opérateur immatriculé auprès de la SFC aux fins de mener des activités réglementées de type 1. Le règlement des rachats se fera normalement par transfert électronique le quatrième Jour ouvré suivant la réception par la SICAV/le Distributeur mondial d'un dossier de rachat dûment complété.

Souscription minimum :

Le montant minimum de souscription initiale est de 1 500 USD pour les Actions A, 250 000 USD pour les Actions C et 500 EUR pour les Actions E (ou l'équivalent dans l'une des monnaies énumérées dans le document d'instructions type). Les Actions A et E ne donnent lieu à aucune participation minimale. Le solde minimum requis est de 50 000 USD pour les Actions C (ou l'équivalent dans l'une des monnaies énumérées dans le document d'instructions type). La SICAV a toute latitude pour forcer le rachat de toute participation dont la valeur se situe en dessous du seuil de participation.

Autres informations importantes

Structure juridique :

Compartiment de Invesco Funds, société d'investissement de droit luxembourgeois, constituée en vertu de la Section 1 de la Loi du Luxembourg du 20 décembre 2002 (telle qu'amendée) (OPCVM)

Société de gestion :

Invesco Management S.A.

Conseiller en placements :

Invesco Asset Management Limited

Autorité de contrôle :

Commission de Surveillance du Secteur Financier, Luxembourg (CSSF)

Agent administratif :

The Bank of New York Mellon (International) Limited, succursale de Luxembourg.

Dépositaire :

The Bank of New York Mellon (International) Limited, succursale de Luxembourg.

Distributeur mondial :

Invesco Global Asset Management Limited

Agent de tenue des registres et de transfert :

The Bank of New York Mellon (International) Limited, succursale de Luxembourg.

Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.

Date de création :

31 mars 2006

Pour de plus amples informations, prière de contacter :

Invesco Global Asset Management Limited, 1st floor, George's Quay House, 43 Townsend Street, Dublin 2, Irlande

Téléphone :

+353 1 439 8100

Télécopie :

+353 1 439 8200

E-mail :

queries@dub.invesco.com

Site Internet :

www.invesco.com

Invesco Global Asset Management Limited opère sous le contrôle de l'autorité de réglementation des services financiers en Irlande et appartient au groupe Invesco Ltd.